

## BGE 13 I 216

Bundesgericht (BGE), 1887-01-01, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_13\\_I\\_216](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_13_I_216)

FR: ATF 13 I 216

IT: DTF 13 I 216

### Volltext

216 B. Civilrechtspflege. ~abrif, eine Stonirolle Aujle~t, berftanben ~at, wobei allerbingß BeDauert werben mag, bau bllg @efelj über bie red(tlid)e Gter" lung btefer Stafr en feine nd~ern, beren ~ertllnb unb Gd)idfal ~. m. für ben ffall beg Stonfurfeg beg ~abtif~ern fid)ernben, ~el'timmungen getrDffen ~at. !I)emnad) ~at bag munbeggerid)t etfannt: !I)ag angefod)tene Urt~eir beg Stantonggerid)teg beg Staniong &j)l'en3clI 3AR~. bom 24. ffebruar 1887 tllirb ba~in abgeän- bert, bas bie Stlage ttlegen mangelnber &ftii)legHimation ber Stlägetin abgcttliefen wirb. 36. Arrel dtt 7 Mai 1887, dans la cause de la Banque cantonale vattdoise. conl1'e « la Liberte. » Pa~ arrt3t du ~5 Fe~rier 1881, la Cour d'Appel du canton de Fflbourg a deboute la Banque cantonale des conelusions p~r ell~ pri~es, ~n Ja. eau~e, et tendant a ce que le journal La Ltbert,e,. SOlt I Impflmefle catholique a Fribourg, soit con- damne a reconnaitre : A. 91le lui ou .Ies personnes dont il est responsable a commIs, sans drOlt, soit adessein, soit par nealiance ou . d ..., Impru enee, une faute grave en publiant dans le N° 75 du 2 A ~ril ~886~ un telegramme date de Lausanne, portant que la dlrect:on de la Banque cantonale vaudoise aurait reeu des observatIOns du bureau du Contrôle federal des banques d'emission. B. Qu'en consequence il a l'obligation d'acquitter a Ja Banque insta?te, a türe de dommages-interets, en vertu des a:t. 50 et slllvanLs ,du. code f~deral des obligations, et sous reserve de la moderation du Juge, une somme de dix mille francs. Par le meme arret, Ja Cour admet le journal la Liberte ~ans sa conclusion prise en liberation de eelles de la par- tle demandresse. III. Obligationenrecht. N° 36. 217 C'est contre eet arret que la Banque cantonale reecourt 311 Tribunal federal, pour fausse application des art. 50 et suivants C. O. Dans leurs plaidoiries de ce jour, leg conseils des parties reprennent les conclusions formulees devant les instances eantonales : la partie reecourante reconnait qu'il y aura lieu en tout eas de reduire considerablement le chiffre des sien- nes. Elle declare en outre renoncer a reclamer le montant mini me du dommage effectif qu'elle a du supporter pour frais de circulaires, depeehes, etc., oceasionnes par la neces- site de dementir le telegramme cause du litige. Statuant en la cause et considerant en fait et en droit : 1. 0 Dans son N° 75 du 2 Avril 1.886, le journal la Liberte, paraissant a Fribourg, a publie dans ses colonnes un tele- gramme date de Lausanne de la teneur suivante : » Lausanne, 1 er A vril. « On dit ici que la direction de la Banque cantonale vau- » doise aurait reeu des observations de la part du bureau }) du Contrôle federal des banques d'emission. » Le journallausannois l'Estafette a reproduit eette nouvelle dans son numero du 2 Avril, puis l'a dementie Je lendemain, :3 Avril. Le 4 dit, la direction de la Banque cantonale a invite Ja redaction de ce journal a porter a la eonnaissance du public que le fait signale par la Liberte de Fribourg est absolument faux, et le 1) la meme direction ayant reproche a l' Estafette ({ la legerete coupable avec laquelle elle avait reproduit la de- peche de la Liberte, }) la redaction de ce journallui a repondu, entre autres, que cette nouvelle ne pouvait porter aucune 3tteinte au credit et a la consideration de la Banque canto- nale vaudoise. Par exploit notifie le 8 du me me mois, la dite Banque a somme l'administration

du journal la Liberte d'avoir a de- diner le nom de l'auteur de la depeche du 1. er Avril ; mais il n'a ete donne aucune suite a cette sommation. La Banque cantonale vaudoise ayant fait assigner l'admi- nistration defenderesse devant le Tribunal de la Sarine, elle y 218 B. Civilrechtspflege. a pris les conclusiom; plus haut Umorisees. Apres avoir eo- tendu comme temoin M\L Otto Scherer, inspecteur des ban- ques d'emission suisses, aBerne, et Mottier, controleur de la Banque cantonale vaudoise, le Tribunal, par jugement du 17 Decembre 1886, a deboUte la demanderese de ses conclu- sions : ce jugement a ete maintenu par l'arret dont est recours. 2° C'est la Banque cantonaJe vaudoise et non ses employes. qui figure comme demanderese au pro ces ; ces derniers u'elant point partie, il est sans inter{Jt de rechercher si, et eventuellement dans quelle mesure, la publication du tele- gramme incrimine peut leur avoir cause un dommage mate- riel ou porte atteinte a leur situation personnelle. 3° En ce qui concerne le dit telegramme, il est incontes- table que, bien qu'il ait coincide avec les observations faites a. la Banque cantonale par le Conseil federal au sujet de l'0- bligation de déposer a la Caisse federale le montant, impaye, de billets d'une ancienne emission, il n'en etait pas moins inexact, en ce sens qu'aucune observation n'avait ete adreesee a cet etablissement de credit par le bureau du Contrôle (6- deral des banques d'emission, et l'affirmation de ce fait fauK, a qllelques semaines de distance du jugement rendu par les Assises federales contre la Banque de Geneve, devait faire croire au lecteur qu'il s'agissait de faits semblables a la charge da la Banque cantonale vaudoise, soit du defau! de la couverture metallique da 40 % dn montant des billets mis en circulation par cet etablissement. Bien qu'iJ n'ait pas ete elabli que la Banque cantonale vaudoise ait subi, de ce chef, une atteinte appreciable a son credit, et qu'au contraire, durant les mois qui ont suivi la publication du telegramme incrimine, ses actions aient sensi- blement monte, il n'en est pas moins vrai que ce resultat doit elre attribue, au moins en partie, a la circonstance que cet etablissement, immediatement apres l'apparition du tele- gramme de la Liberte, s'est empressé de demettir catego- riquement ce faux bruit par telegrammes, correspondances. communications teJephoniques, etc. Les frais occasionnes a la demanderese par ces mesures III. Obligationenrecht. N° 36. 219 constituent evidemment a son prejudice un dommage, peu consirlerabJe sans doute, de l'aveu meme da la demande- resse, mais appreciable, dont l'auteur lui doit reparation, aux termes des art. 00, 51, C. O. 4° Or, s'il resulte des constatations de fait de l'arret dont est recours, ~ lesquelles lient le Tribunal de ceans aux ter- mes de l'art. 30 de la loi sur l'organisation judiciaire fede- rale, - qu'en publiant son telegramme, le journal la Liberte n'a pas cause ce dommage adessein, soit dolosivement, il ressort neanmoins de toutes les circonstances de la cause que la publication du telegramme du {er Avril eut pu, sans les dementis immetciats et repetes de la demanderese, nuire, au moins momentanement, en quelque mesure a son credit, et que cette publication constitue, a la charge du journal qui l'a effectuee, une negligence, ou une imprlldence qui obligerait le dit journal a reparer le dommage cause, soit les frais oceasionnes a Ja Banque par les correspondanees, tele- grammes, etc., susvises. Le conseil de la demanderese ayant toutefois declare ne vouloir reclamer aucuns dommages-in- terets de ce chef, il n'y a pas lieu, vu cette renonciation, a lui allouer d'indemnité pour le cout des ecritures et demar- ches en question. 0° La publication du telegramme du {er Avril n'a, en tout cas, comme ce fa resuHe des eonstatations qui precectent, pas porte une atteinte grave a la situation de la Banque recou- rante; il s'ensuit que l'art. 50 invoque speeialement par la recourante n'est pas applicable a l'espece, et qu'il n'y ades lors pas lieu de rechercher si, en particuLier, les dispositions da cet article, - autorisant l'allocation, par le juge, meme alors qu'aeun dommage materiel ne serait etabli, d'une in- demnité equitable, en cas d'atteinte

grave a la situation per- sonn elle, - doivent etre etendues aux personnes juridiques ou restreintes aux seules personnes physiques. Par ces motifs, Le Tribunal federal prononce: Le recours de la Banque cantonale vaudoise est ecarte, et 220 B. Civilrechtspllege. rarret rendu par la Cour d'appel du canton de Fribourg, Je 22 Fevrier 1.887, est maintenu dans le sens des considerants qui precedent, tant au fond que sur les depens. 37. Urt~eil bom 20. mlai 1887 in @;ad)en @;d)aHer unb Gd)ttlegler gegen staufmann. A. 1)urd) Urt~ei( bom 11. ~ebruar 1887 ~at Da~ Dbergetid)t be~ stanton~ .ßu3crn erfannt: 1. 1)ie stlligcr/ stinber staufmann feien am stonfurle be~ m:. staufmann im %effenbad), ~iUiiSau, .ßanb, bei i~rer @ingabe in V. straffe ,8iffer 10 mit m:u~na~me be~ faffen gefaffenen ~fanb. red)te~ auf Der GlüH bon 2500 ~r. allfeitig befd)üljt unb 'oie ~effagten mit ben bagegen et~obenem ~eftreitungen abgettiefen. 2. @;oweit über Die ergangenen ~tlwj3foften bereit~ befinittib entfd)ieben \\)urbe/ ~a'6e e~ ~iebei fein ~ettlenben. 3m ~citem ~aben bie stLager bie ~älfte i~rer m:bbofaturfoften in erfter -Snftan~, fottlie i~re liimttid)en ~erfönn)en ~adeifoften an fid) ~u tragen; affe übrigen stoften/ inbegriffen jene beiS abci· tiden m:d)ermann faffen bagegen bcn ~eflagten ~ur Eaft. ~iefelben ~aben baf)er an stoften 3U bergüten: a. bem m:nttlaUe be~ abcttlden ~d)ermann! ~errn ~ürr~red) stoffer, 32 ~r. 35 ~tß.; b. Den stLägern 220 ~r. 25 ~tß., inbegriffen 52 ~r. 35 ~t~. bon benfellien "orgef d)offene 3uDi3ialien. 3. m:n i~re m:nttläHe f)alien au. be~af)ren : a. stliiger an ~mn ~ürrpred) ~od)rtraj3er 362 ~f. 50 ~t~., inbegtiffen 52 ~r. 35 ~tL borgefd)offene -SubiAialten (~er GalDo) ; b. meUagte an ~errn ~ürrprect; Dr. ~eiliel (laut erftintan~~ lid)er ~effteljung) 182 ~r. 70 ~tß. (inbegriffen 20 ~r. beponirte Glerid)tßfoften) unb an ~errn ~ürrpred) Dr. ~ffgliuer 265 ~r. 25 ~t~. (inbegriffen 20 ~r. Dellonirte Glerid)t)gfoften). B. Glegen Diefel~ Urtf)eil erfärten Die \$eflagten Die ~eiter~ ~ief)ung an Da~ munbe~gerict;t. met ber ~eutigen ?Berf)anblung lieantragt if)r m:nttlalt: ba~ munbe~gerid)t ttloffte erfennen, bie IU. Obligationenrecht. N° 37. 221 Itläger feien mit if)rer ?BinbHation Der ~af)r~aben laut strage· flle3ififation B ab~uttleifen unb ~aben leljtere ~Q~rniffe in Die ltonfurßmaffe ~u faflen, unter stojlenfolge für Die stliiger. ~agegen [jeantragt ber m:nttlaU ber stfäger, eg fei bie gegneriid)e mefd)ttlerbe aliAUttleien unb baß m:llleffationßurt~ei( aU bertäUgen unter stoften" unb @ntfd)äbigung~folge. ~ag munbeßgerid)t 3ie~t in @r ttl ä gun 9 : 1. -Sn tf)atfäd)Hd)er meöief)ung ftefft bie ?Borintan3 ~olgen. be~ feft: m:loig staufmann, [Ylüffer, im %effenbad), ~mi~au Eanb, fd)nlDete feinen stinbern m:Dolf, ~nton, mlaria unb Euife staufmann, ben gegentlättigen stfligern, an mluttergut Den .\$\$e- trag »on 8896 ~r. 58 ~tg. ~iefür tlar gegen i~n ~etreibung angef)oben ttlOrDen unb Diefellie tlar am o. Inobember 1883 lii~ 3um 3weiten m:ttfred)nungsgliege~ren borgefct;ritten. m:m 21. mo"emlier 1883 trat ~loiß staufmann feinen, burd) Den auj3er. crbentHd)en meiftanD ~ermann ~ä~iger in ~imgau bertretenen stinbern für if)re mluttergut~anfprad)e eine mei~e »on ~af)r" ~abegegenftanben (.ßebttlaare, ~au~. unD ~elbgerätf)fd)aften, ?Bori~ät~e an Eeben~mitteht u. f. ttl.) im Glefamttfd)aljung~. hlertf)e bon 8880 ~r. an ,8af)lunggjlatt ab. ~em m:6treter ttlorbe geftattet \)on Den abgetretenen ~af)r)alief)tüefen einige /su "er- (lusern, ' ttlogegen Derfelbe \)etflrad), ben @tlö~ ~iefür in Die 1)el'oftalfaffe "on ~illigau • .ßanb ab~ugeben, unb AU @;id)erung ber @rfüffung biefer ?Berll~id)ung eine GlüH bon 2500 ~t. auf ~eimttlefen Gluggi 3U mHlligau·ßanb f)ingab. ~ie über biefeg med)tggefd)äft erdct;tete UrfunDe ift unteröeid)net »om "m:litreter" ~Hei~ staufmann, bom Quj3erorbentlid)en meiftanbe ~ä~iger, ttleId)er edflirt, Inameng ber stinber staufmann Die fraglid)en GSegenftänbe im angegebenen ~ert~e unb unter ben angegebenen ~ed)dingungen ~u übernef)men, unb enblid) bon -Selef ~eter, ~aifen\ogt, alg "lsuge30genem meamten", weld)er babei edliirt, eg ~abe Die Uebergalie ber ~af)r~abegegenftänDe am %age ber

m:ußteffung De~ ~fteß in feiner Glegentlart unb unter feiner IDlittlitfung ftattgefunden,  
in Der ~eife, Daj3 ~loi~ staufmann biefelben feinen stinbern unb beren ?Betreter  
ftbergelien unb le~tere ba»on mefi~ genommen ~aben. ~iefer ~ft ttlUrDe bom  
Glemeinberatfe ~iffi~Qu,Eanb am 24. 91o"ember 1883 bor~ munbfd)aftlid) gene~migt  
unb 3ttlar in @rttligung: 1/1. 1)aj"J

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte  
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.